

A LA UNE

Face à la crise un enseignement supérieur contra cyclique. Jusqu'à quand ?

L'enseignement supérieur est décidément contra cyclique. [M.B.A. Applications Are Up Because the Job Market Is Down](#) titre le Wall Street Journal. On l'avait noté lors des précédentes crises, on le constate de nouveau cette année : quand l'économie va mal, les diplômés semblent être la meilleure garantie. « Choisir d'intégrer une Grande école nous semble cas une garantie pour l'avenir. En période de crise, les valeurs refuge et les écoles reconnues sont d'autant plus demandées », confirme Delphine Manceau, la directrice générale de Neoma BS.



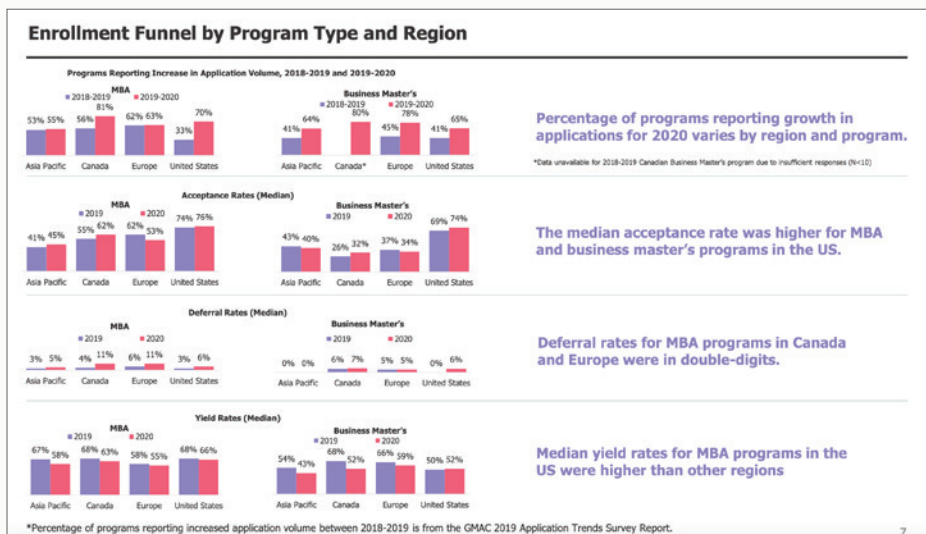
Olivier Rollot (@ORollot)

Rédacteur en chef

Pour autant les écueils s'annoncent nombreux : confinés les étudiants dépriment et certains demandent même le remboursement d'une partie de leurs frais de scolarité. Dépassé par le succès de l'apprentissage, France Compétences pense à réduire son financement. Et comment organiser les examens si le mode distanciel reste privilégié ? Sans oublier la vraie question : confrontées à la baisse de l'activité les familles auront-elles toujours les moyens de financer les cursus en 2021 ? En quelques points clés : les nombreux enjeux de la pandémie.

Les business schools se portent bien. L'enquête 2020 sur les tendances des inscriptions dans les business schools menée par le Graduate Management Admission Council's (GMAC) publiée le 10 novembre montre que 67% de tous les programmes de master en gestion ont vu les demandes augmenter (contre 41% en 2019). C'est le cas dans 57% des écoles d'Asie-Pacifique, 72% des écoles européennes et 67% des écoles des États-Unis. « C'est la preuve supplémentaire que la popularité des business schools est contra cyclique pour l'économie », analyse Sangeet Chowfla, le président du GMAC.

Ce que confirme Le Monde en écrivant [Toujours plus chères, toujours plus attractives : le paradoxe des écoles de commerce](#) et en rappelant qu'en cinq ans, les écoles de commerce de France ont augmenté leurs effectifs de 24% (lire la [note](#) de la DEPP). « En août nous avons constaté une croissance de 20% de nos effectifs. Principalement due aux mastères spécialisés, qui ont enregistré une hausse de 40% des inscriptions, mais aussi en MSc avec beaucoup d'étudiants internationaux », commente Patrice Houdayer, le vice-décan de Skema. Même succès pour les IAE (instituts d'administration des entreprises) note également Le Monde ([A l'université, les IAE connaissent une forte hausse de leur attractivité](#)). Près de 200 000 lycéens et étudiants ont ainsi postulé dans l'un des 35 instituts d'administration des entreprises (IAE) pour la rentrée 2020. Soit, selon les programmes, de 20% à 40% de plus que les autres années.



▶ Attention : tout n'est pas rose pour autant aux Etats-Unis. Comme le note le site [Education Dive](#) si la hausse des effectifs dans les universités américaines atteint les 2,9% en cycle graduate au mois d'octobre la baisse n'en est pas moins de 4,4% dans les cycles undergraduate (les détails également sur [Education Dive](#)).

AU SOMMAIRE

Écoles de management

Écoles d'ingénieurs

Universités

Entretien

Christopher Cripps (Sorbonne Université)

Entretien

Patxi Elissalde (Estia)

Repères

Spécialités du bac : en 2020 les élèves ont choisi...

Débat

LPPR : la question du CNU divise

LA PERSONNALITE

[Saran Diakité Kaba](#), 41 ans, a été nommée directrice générale de la deuxième école de design la plus reconnue en France après Les Ateliers : Strate (groupe Galileo). Elle succède à Dominique Sciamma parti à CY Université lancer une nouvelle école. Une succession logique pour une école qui a construit sa réputation autour du design automobile puisque Saran Diakité Kaba était depuis 2016 directrice d'une équipe de plus de 300 personnes au sein de PSA en charge du design des cockpits pour l'ensemble des constructeurs du groupe (Peugeot, Citroën, DS et Opel). Elle était également présidente du conseil d'administration de l'Ensci – Les Ateliers, école dont elle est diplômée.



Chute du nombre d'étudiants internationaux. La baisse globale des effectifs aux États-Unis résulte également de la chute des inscriptions de nouveaux étudiants internationaux: - 43% selon [University World News](#). Le choc est encore plus brutal en Australie où [Pie News](#) évoque une baisse de 50%. Et si pour les universités américaines le manque à gagner est conséquent en Australie c'est tout un pan de l'économie qui s'écroule brutalement. Et pas seulement à cause de la Covid : ce sont également les différends diplomatiques avec la Chine qui ont conduit cette dernière à sérieusement freiner le départ de ses étudiants.

Dans ce contexte la France résiste mieux que les leaders anglo-saxons. «*Grâce aux actions entreprises auprès du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) les consulats français ont pu rouvrir et accorder des visas aux étudiants*», commente Patrice Houdayer dont l'école a même reçu plus de candidatures internationales que les années précédentes. Mais sans garantie de pouvoir les recevoir tous. Du moins en France alors que nombreux sont également les étudiants internationaux à suivre les cours à distance ou sur les campus à l'étranger des écoles françaises.

Et la mobilité internationale va repartir, le directeur du Développement International de Sorbonne Université, Christopher Cripps, en est certain : «*Les étudiants veulent vivre une expérience internationale et nous repartirons sur des meilleures bases en 2022. Entre les deux nous aurons pu constater nos lacunes et demain les étudiants du monde entier choisiront encore plus soigneusement leurs destinations. Contrairement à beaucoup d'autres pays la France a su rester ouverte à tous les étudiants et c'est à son crédit*». Et d'insister : «*Nous devons être ambitieux alors que j'avais toujours trouvé les universités françaises un peu réservées sur la scène internationale si on considère leur niveau d'excellence et leur puissance. Elles doivent encore apprendre à se vendre et ce n'est pas dans leur nature. Comme on dit souvent, la concurrence n'est pas en France !*»

Remboursez ! L'enseignement à distance répond-il exactement aux attentes des étudiants ? Clairement non. Mais cela justifie-t-il un remboursement d'une partie des frais de scolarité ? Clairement non également répondent les membres du Conseil du Chapitre des écoles de management de la Conférence des Grandes écoles (CGE) dans une lettre ouverte dans laquelle ils rappellent en substance que «*le coût des études en écoles de commerce françaises ne couvre pas le coût réel moyen de formation des étudiants*» et surtout que, «*contrairement à ce qu'on pourrait penser, les cours à distance ne coûtent pas moins cher que les cours en présentiel*». Et d'insister : «*Pourquoi ce surcoût ? Car les écoles françaises ont massivement investi non seulement dans les mesures sanitaires mais aussi et surtout dans des nouvelles technologies éducatives, dans le réaménagement de leurs espaces pédagogiques, pour mettre en place des cours en distanciel qui soient interactifs, qualitatifs et qui permettent aux étudiants aussi de travailler en groupes où qu'ils soient, en France ou dans le monde*».

Un débat qu'on ne peut en tout cas pas simplement mettre sous le boisseau alors qu'aux États-Unis, où a commencé le mouvement, beaucoup s'interrogent cette semaine. [Is College Worth the Cost?](#) se demande US News quand Bloomberg s'interroge : [The Big Question: Is a College Degree Still Worth It?](#) «*Les frais de scolarité sont en moyenne trois fois plus élevés aux États-Unis qu'en Europe, ce qui pose un problème d'adéquation entre les services obtenus et le coût de la scolarité*», notent encore les responsables du Chapitre.

- Lire aussi [Frais de scolarité : les grandes écoles de commerce s'inquiètent des demandes de remboursement](#) (Les Echos), [Frais de scolarité : début de fronde chez les étudiants d'écoles de commerce](#) (Le Monde), [Écoles de commerce : des étudiants demandent une ristourne face à un Netflix à 14 000 €](#) (La Voix du Nord)

Investir pour assurer la continuité des enseignements. L'enseignement supérieur a besoin d'investir pour se maintenir à niveau. Dans Le Monde le directeur général de Grenoble EM, Loïck Roche, estime ainsi qu'en moyenne une école devra trouver 50 millions d'euros sur cinq ans, rien que pour poursuivre sa digitalisation (lire [Les écoles de commerce poussées dans les bras des fonds d'investissement](#)). «*Nos salles de cours deviennent de plus en plus des plateaux de diffusion avec la nécessité de trouver des profils proches de ceux d'une chaîne de télé, par exemple des régisseurs qui multiplient les angles de vue pour que l'expérience des étudiants soit optimale*», assure Thomas Froehlicher, le directeur de Rennes SB, qui entend «*construire un campus résilient*».

A Paris-Panthéon-Sorbonne, un système de caméras installé dans les 25 amphithéâtres permet aujourd'hui de basculer en partie en distanciel. Et tout cela coûte très cher. Au total toutes les mesures qui ont dû être prises représentent un coût très important : 1,6 millions d'euros en 2020 pour l'université dont un peu plus de 320 000 pour les équipements vidéo. Même volonté de se montrer résiliente du côté de l'ESTACA qui a investi dans des systèmes de captation vidéo avec retransmission en direct des cours filmés dans les salles de cours, durant l'été. Elle a également doté les enseignants de tablettes graphiques servant de tableaux numériques très utiles pour les formulations scientifiques. Enfin davantage de logiciels spécialisés sont mis à la disposition des étudiants en ligne pour permettre notamment la réalisation des travaux pratiques numériques à distance (en modélisation et en électronique notamment).

Grenoble EM a quant à elle équipé 18 salles avec le dispositif technologique pédagogique «Hyflex» sur ses campus à Grenoble et Paris. Cette technologie permet de mixer online et présentiel. L'école équipera 100% de ses salles pour le 3ème cycle de l'année. Des expérimentations en cours en «réalité mixte» ont lieu au sein de GEM Labs : cours en mode interactif, immersif et dynamique grâce à de la réalité virtuelle, création d'un jumeau numérique de GEM Labs pour dispenser des cours dans des bâtiments recréés virtuellement, un robot qui permettrait d'activer le shop connecté de GEM à distance, etc.

Savoir switcher... Parmi tous les concepts apparus avec la crise du Covid-19 la capacité à «switcher» d'un enseignement présentiel à distanciel est importante. «*Nous avons anticipé que toute l'année scolaire serait complexe. Nous avons voulu – dès mai 2020 – prendre des dispositions pour éviter tout risque de cluster à la rentrée. Notre gestion en cycles flexibles de 2 mois a permis et permet une*

ELLES/ILS BOUGENT...



Alain Abergel a été élu directeur de l'Observatoire des Sciences de l'Univers de l'Université Paris-Saclay. Il prendra ses fonctions le 1^{er} janvier 2021 et succédera à Nabila Aghanim, directrice de recherche au CNRS.

Alain Abergel est professeur de l'Université Paris-Saclay, astrophysicien du milieu interstellaire et mène ses travaux de recherche à l'Institut d'Astrophysique Spatiale.

- Créé en 2001, l'Observatoire des Sciences de l'Univers de l'Université Paris-Saclay (OSU Paris-Saclay) est assimilé à une «composante» de l'Université et rassemble deux laboratoires mixtes entre le CNRS et l'Université Paris-Saclay.



Michael Antioco, 42 ans, a été nommé doyen du corps professoral et de la recherche de de l'Edhec à partir du 1^{er} janvier 2021. Il devient également membre de son comité exécutif. Il succède à ce poste à

Christophe Roquilly. Italo-britannique, Michael Antioco est titulaire d'un *PhD in Marketing & Innovation Studies* de l'université de technologie d'Eindhoven (Pays-Bas) et d'un *Research Master of Business Science* de la Louvain School of Management (Belgique). Il a rejoint l'EDHEC en tant que professeur de Marketing en 2013 et a été nommé *Head of Faculty* du département Marketing l'année suivante. Il aura pour principales missions «d'accompagner les professeurs dans la digitalisation des enseignements pour offrir aux étudiants une expérience unique, de continuer à investir dans la recherche pour répondre aux défis sociétaux, d'accroître la visibilité des travaux du corps professoral ainsi que le développement de nouveaux partenariats».

- Après deux mandats de doyen de trois ans Christophe Roquilly prendra à temps plein à compter de janvier la direction de l'*EDHEC Augmented Law Institute*.



Vincent Montagne, 61 ans, a été élu président de la Fondation Dauphine. Il succède à Laurent Batsch, qui en a été le fondateur en 2008. Lui-même diplômé de Dauphine, Vincent Montagne est PDG de

Média-Participations (3ème groupe d'édition en France).et président du Syndicat national de l'édition. Il débute sa carrière au Canada dans le groupe Weston Foods à Toronto, puis entre aux Éditions du Lombard à Bruxelles en 1987 successivement comme contrôleur de gestion, directeur financier en 1988, puis directeur général adjoint avant de rejoindre en 1990 l'équipe de direction du groupe à Paris. Depuis 1991, Vincent Montagne est PDG de Média-Participations et préside le Syndicat National de l'Édition depuis 2012. Il est également président de Mage-Invest, la holding familiale du groupe Michelin depuis 2019.

organisation solide, anticipée, réfléchie et flexible pour proposer aux étudiants des enseignements et des services de qualité. Soyons responsables et arrêtons de penser que l'on peut switcher d'un mode à l'autre sans préparation. Se préparer, c'est anticiper et non subir», explique ainsi Jean-François Fiorina, directeur général adjoint de Grenoble Ecole de Management.

Rennes SB a de son côté pratiqué une rentrée classique puis, le 21 septembre, basculé ces cours en ligne pour préparer une seconde rentrée, le 5 octobre 2020, après avoir constaté une circulation accrue du Covid sur la métropole rennaise et indirectement des cas d'étudiants sous surveillance. «Ce basculement complet en classes virtuelles de deux semaines se répètera cette année académique autant que nécessaire pour garantir la sécurité sanitaire de notre école », assurait Thomas Froehlicher avant le nouveau confinement.

Apprentissage : l'enseignement supérieur dans le collimateur ? Les experts le prédisaient dès la mise en place de la réforme : le système aurait bien du mal à répondre à la hausse du nombre de contrats d'apprentissage. Et la baisse simultanée du nombre de contrats de professionnalisation ne suffit pas à compenser. Résultat préviennent [Les Echos](#), «sauf revirement, le gouvernement s'apprête à réduire - de 6% à minima, de près de 12% au maximum - les ressources des centres de formation d'apprentis (CFA), au risque de donner un coup de frein brutal à cette filière d'enseignement par alternance pourtant érigée en priorité du quinquennat ».

Une baisse de plusieurs centaines de millions d'euros devrait être entérinée lors du conseil d'administration de France compétences du 17 décembre. Elle porterait sur tous les contrats signés depuis 1er juillet 2021 et en priorité tous ceux signés dans l'enseignement supérieur comme le préconisait il y a quelques semaines l'Inspection générale des finances (IGF) dans son rapport sur les [Conséquences financières de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle](#).

Accompagner des étudiants en détresse. Ce deuxième confinement a de lourdes conséquences sur les étudiants. Notamment les plus défavorisés. L'association Article 1 a ainsi interrogé 1 500 étudiants qu'elle accompagne au quotidien. 73,5% se disent en premier lieu «stressés et épuisés par l'incertitude ambiante liée à la crise et accentuée avec le second confinement ». 66,2% se disent préoccupés par les cours et 45,2% pour leur situation financière. «Ce second confinement, en début d'année, est bien pire ! Chez les étudiants les plus défavorisés, en plus de la difficulté à suivre les cours à distance et de la précarité économique qui s'accroît, nous identifions une réelle détresse psychologique. Nous ressentons leur isolement et leur angoisse ! », s'inquiète Benjamin Blavier, cofondateur d'Article 1.

Un état de fait pris très au sérieux puisque Jean Castex a annoncé cette semaine la création de 1600 emplois étudiants sur les mois de novembre, décembre et janvier au sein des 800 cités universitaires CROUS de France. Il s'agit pour ces référents «d'éviter l'isolement des étudiants, notamment pendant les vacances de fin d'année, de détecter les situations de mal-être, de les orienter, le cas échéant, vers les services compétents (sociaux, de santé, psychologiques, rupture numérique...) et de maintenir une vie étudiante adaptée aux règles sanitaires ».

Les établissements d'enseignement supérieur poursuivent aujourd'hui le déploiement d'aides solidaires au bénéfice d'étudiants de plus en plus nombreux à y recourir. Aix-Marseille Université distribue ainsi des colis alimentaire chaque jeudi. Depuis le 9 novembre, les cafétérias et certains RU du CROUS proposent une formule repas à emporter pour à 1€ pour les boursiers (3,30€ pour les non-boursiers) avec possibilité d'acheter 2 repas par jour à ces tarifs. Pour lutter contre la fracture numérique, Aix-Marseille Université vient également d'acheter 460 nouveaux ordinateurs en complément des 900 ordinateurs et clés USB déjà distribués lors du premier confinement.

L'enseignement supérieur s'est profondément remis en cause ces derniers mois pour résister à la crise. La réussite est variable selon les secteurs, les établissements, mais l'effort est palpable partout. Reste à pérenniser les acquis tout en espérant un retour progressif à la normale. Après tout comme le constatait Joshua Kobb, vice-dean de la Zhejiang University International Business School (ZIBS) lors d'un [webinar](#) organisé par HEADway, la Fnege et Academ consacré à la mobilité internationale : «En Chine tout est exactement comme avant. Le "new normal" est un "old normal" !»

Olivier Rollot (@ORollot)

- Lire aussi [Pour les étudiants étrangers, les dommages collatéraux de l'administration en ligne](#) (Le Monde) [Campus virtuel, portes-ouvertes : Laval Virtual, le facilitateur de VR qui séduit le sup'](#) (Campus Matin), [Université Lyon 3: une pétition pour réclamer des examens à distance](#) (BFM Lyon)



Bruno Tallent a été nommé directeur de la communication, de la marque et du marketing de emlyon business school et intègre son directoire à partir du 1^{er} décembre. Bruno Tallent a travaillé près de 30 ans dans les plus grands groupes de communication et de

marketing internationaux (Omnicom, Havas, IPG), en exerçant des fonctions de management depuis plus de 15 ans. Après 6 années chez BDDP puis 4 chez Havas, il rejoint TBWA/France (Omnicom) en 2000 en tant que vice-président et Directeur de l'Intégration. Il rejoint le groupe McCANN (IPG) en 2015 en tant que Président & CEO France. Diplômé d'emlyon (Programme Grande École), Bruno Tallent a enseigné à Sciences Po et à emlyon dans le cadre du Mastère Spécialisé Transformation Digitale, Marketing et Stratégie (programme dont il est membre du Conseil de perfectionnement). Il est intervenu régulièrement au Festival de Géopolitique de Grenoble en 2017, 2018 et 2019.



Bertrand Venard a été nommé recteur de l'Université française en Arménie, université dont les partenaires académiques en France sont les universités Lyon 2 et

Toulouse 3. Auparavant, Bertrand Venard était professeur à l'Université d'Oxford et à Audencia. Il a également créé le CFVG à Ho Chi Minh Ville au début des années 90, été professeur invité au Wharton Business School (Université de Pennsylvanie), à l'IESE (Espagne), au London Business School et à l'Université de Cambridge.

- Les biographies des présidents d'université, directeurs de Grandes écoles et principaux responsables politiques de l'enseignement supérieur sont à consulter sur le [blog d'HEADway](#).

« Les étudiants veulent vivre une expérience internationale et nous repartirons sur des meilleures bases en 2022 »

C'est LE grand spécialiste des relations internationales en France. Le seul connaitre aussi bien les écoles de management (Grenoble EM) que les écoles d'ingénieurs (CentraleSupélec et PSL) et maintenant les universités avec Sorbonne Université. Le directeur du développement international de Sorbonne Université, Christopher Cripps, revient sur ses expériences et sur le devenir de relations internationales bien à mal avec la pandémie.



Olivier Rollot : Comment les universités font-elle aujourd'hui pour gérer leurs relations internationales alors qu'il est plus en plus difficile de voyager ?

Christopher Cripps : Parce qu'assez rapidement nous avons tous compris que cela allait durer longtemps, tout le monde change de paradigme. On ne se dit plus : « ce n'est pas la peine de faire quoi que ce soit si on ne peut pas se déplacer ». Non aujourd'hui on organise des ateliers virtuels quand hier il fallait envoyer douze chercheurs au Mexique. Bien sûr c'est moins intéressant et beaucoup moins efficace pour le réseautage mais cela permet également à plus de collègues de s'investir. Hier seuls les douze qui pouvaient voyager étaient concernés, aujourd'hui d'autres peuvent également participer. La question est maintenant de savoir si l'internationalisation universitaire restera ou non une priorité pour les collègues les plus affectés financièrement par la crise sanitaire.

O. R : Parce qu'on ne peut pas travailler durablement à l'international sans se déplacer ?

C. C : Après trente ans de rencontres, de conférences, de visites je vois tous les bons côtés qu'il y a également à ne pas se déplacer pour ne pas subir la Covid-19. Ou même à ne pas perdre de temps pour aller d'un site à l'autre à Paris même. Mais les déplacements n'en manquent pas moins énormément. Il faut comprendre que nous, directeurs des relations internationales, travaillons avant tout dans le relationnel face à des personnes qui incarnent leur institution. Et ça, on a beau faire au mieux sur Zoom ou autres, avoir une lumière soignée, de très beaux visuels dans des webinaires, le face à face ne peut pas être le même.

O. R : Vous le dites, il y a trente ans, jeune Américain venu en séjour académique à Sciences Po Grenoble, vous avez peu à peu embrassé une carrière de directeur des relations internationales. Qu'est-ce qui a le plus changé pendant ces trente ans ?

C. C : Dans les années 90, nous avons assisté en France à une véritable explosion de l'internationalisation dans les écoles de commerce françaises. Elles se sont en effet rendu compte qu'elles ne pouvaient pas lutter efficacement à l'international s'ils se contentaient de dispenser leurs cours en français. Je travaillais à l'époque à Grenoble EM aux côtés de Jean-Paul Léonardi, Thierry Grange et Judith Bouvard. L'école venait d'ouvrir et nous avions toute liberté pour avancer. D'abord en recevant des Américains et des Britanniques pour des voyages d'études dans le cadre d'un Executive-MBA. Et là nous nous rendons vite compte que les étudiants veulent eux aussi obtenir un diplôme international et nous créons le Master in International Business (MIB) qui reçoit 50% d'étudiants internationaux. Suivent des MBA, des MSc et une offre de programmes d'Executive Education destinés surtout à des publics internationaux et la Grenoble Graduate School of Business voit le jour.

O. R : Et là tout le monde veut faire comme vous !

C. C : En 1994-95 nous générons effectivement de l'émulation un peu partout. D'autant que nous étions reconnus. Imaginez la joie immense que nous avons ressentie quand le MIB a intégré le top 10 des masters du Financial Times. C'est là que nous avons compris tout le poids qu'avaient les classements pour une marque totalement inconnue dans une ville pas très connue. Notamment vers la Chine qui s'ouvrait



LES RECRUTEMENTS EN COURS

HEADway People est la branche dédiée à la chasse de tête académique et managériale d'HEADway Advisory.

Chaque semaine retrouvez une sélection de nos recrutements en cours ici et consultez notre site pour voir toutes nos offres.

Les recrutements de la semaine

Directeur Général / Directrice Générale

#DG-Ingé-Ouest

Notre cabinet recrute pour une école d'ingénieur (CTI) localisée dans l'ouest de la France un(e) : **Directeur(trice) Général(e)**. Notre client est une école d'ingénieurs habilitée par la CTI, labellisée EESPIG. Etablissement à taille humaine, il se compose d'une équipe de 30 permanents et 120 intervenants extérieurs.

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Doyen / Doyenne

#SHBM_Dean

HEADway people recrute pour La "School of Hospitality Business and Management" (SHBM) de l'Université UM6P un(e) : **Doyen / Dean School of Hospitality**.

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)

Professeurs de Management Stratégique (2 postes ouverts)

#ABS_profs

HEADway People has been engaged by the African Business School (ABS) at the University of Mohammed VI Polytechnic (UM6P) to recruit **2 Professors in Strategic Management**.

Pour consulter l'offre, cliquez [ici](#)



Consultez l'ensemble de nos offres sur notre site

<https://headway-people.com/fr/>

Un projet de recrutement ?

Discutons-en recrutement@headway-advisory.com

tout juste et dans laquelle nous avons ouvert un bureau de représentation à Shanghai puis fait des présentations dans tout le pays. Vers la fin des années 90, Grenoble EM se transforme en une véritable business school internationale. Nous recevions tellement d'internationaux que je ne parlais presque plus français dans les couloirs !

O. R : La consécration c'est aussi d'obtenir l'accréditation de l'AACSB (Association to Advance Collegiate Schools of Business) alors qu'à l'époque le «A» de son sigle voulait encore dire «American» et pas encore «Advance»...

C. C : Je pars à Saint-Louis pour obtenir d'en devenir membre associé et je les convaincs de venir à Grenoble pour tenir leur première conférence en dehors des États-Unis et du Canada. 200 personnes du monde entier viennent à Grenoble parler international. Nous comprenons vite les critères d'accréditation et l'obtenons peu après. Nous voilà une business school accréditée par l'AACSB et donnant des cours en anglais tout en étant trois fois moins chère que les business schools américaines ! C'est la naissance d'une école internationale dans laquelle je parle anglais à des étudiants qui le demandent quand, dix ans plus tôt, en 1989, ils se demandaient bien en quoi cela leur serait utile. C'est là aussi que nous rebaptisons le Groupe ESC Grenoble qui devient Grenoble Ecole de Management parce que partout dans le monde on nous appelait «Grenoble».

O. R : En 2007 vous quittez Grenoble EM pour une école d'ingénieurs, et pas la moindre !, CentraleSupélec. On l'imagine : un tout autre type d'ambiance ?

C. C : J'avais 38 ans et l'envie d'un nouveau défi. Hervé Biausser, le directeur, voulait internationaliser l'école avec la réforme de son cursus. Je viens d'une école qui a très bien réussi mais dans laquelle on emploie des mots comme «marketing». Je parle de «développement international» et pas de «relations internationales» parce que je vais aussi voir des entreprises, des journalistes et pas seulement des universités quand je visite un pays. Un changement culturel complet dans un univers qui avait dix ans de retard sur Grenoble EM. Que l'aspect commercial gêne beaucoup. Qui n'est pas porté sur la communication quand, à Grenoble EM, nous savions que nous devions communiquer ou mourir.

Alors que le programme européen T.I.M.E. initié par Centrale fonctionnait très bien, nous avons travaillé 1 an et demi avec le Groupe des Ecoles Centrale pour formaliser un plan de développement plus large. Et très ambitieux parce que pour Centrale le partenaire ce devait être Stanford. Et nous sommes parvenus à trouver une destination internationale à tous les étudiants. 380 puis 510 environ par promotion.

O. R : C'est là aussi que Centrale lance son antenne en Inde à l'instar de celle de Pékin.

C. C : C'était un rêve de nous implanter en Inde où le déficit d'enseignement supérieur est très important. J'y ai travaillé avec une demi-douzaine de collègues pendant six ans dans le secret total, étude de marché, recherche de partenaires indiens, rencontres avec les instances à Delhi. C'est au bout de trois ans et demi que nous avons rencontré une institution privée, Mahindra, qui est la troisième plus grande entreprise indienne, qui a montré un grand intérêt pour notre projet. Ce choix du privé n'était pas forcément simple à faire passer à Centrale mais de grandes entreprises

françaises, implantées en Inde, ont défendu ce choix qui s'est finalement imposé. En 2014 nous l'avons inauguré avec 230 étudiants indiens brillants, sélectionnés lors de concours indiens.

Cela a été la conclusion de six ans de travail qui sont l'orgueil de ma carrière. Six années de négociations, de conflits interculturels à régler chaque jour avec toute une équipe académique franco-indienne car la «Trans National Education» requiert un suivi constant. J'allais pour ma part tous les deux mois en Inde et je crois que n'être ni français ni indien a été un atout.

O. R : Après huit ans à Centrale vous passez trois années à PSL et vous voilà depuis 2019 directeur du développement international de Sorbonne Université. Vous êtes donc l'un des rares professionnels de l'enseignement supérieur français qui aura connu ses trois grands types d'institutions !

C. C : Entrer à Sorbonne Université c'est entrer dans une grande université de recherche qui fait de l'internationalisation l'un de ses axes de développement prioritaires. Et qui a tellement d'atouts. Par exemple d'être membre de la LERU (League of European Research Universities, ce qui signifie faire partie des plus grandes universités européennes qui sont très souvent sollicitées par les gouvernements pour donner leur avis. Et aussi ne pas avoir à expliquer le nom de son université où que je sois dans le monde, ce qui ne m'était jamais arrivé !

O. R : Vous ne pouvez pas avoir les mêmes objectifs de mobilité avec plus de 56 000 étudiants dans toutes les disciplines que ceux que vous aviez dans des écoles de bien plus petites tailles.

C. C : Nous travaillons sur un autre paradigme avec ce que j'appellerais une «mobilité créative». Partir longtemps à l'international, un semestre, une année, ne convient pas à tout le monde. Il faut pouvoir envisager des périodes courtes, 15 jours, un mois, comme deux années complètes. J'ai déjà vu des jeunes étudiants s'ouvrir et se transformer en ne passant que huit jours à l'autre bout du monde. Nous travaillons pour donner l'opportunité à tous les étudiants de partir à l'international sans que ce soit pour autant une obligation.

O. R : La mobilité internationale va repartir. Vous en êtes certain ?

C. C : Absolument. Les étudiants veulent vivre une expérience internationale et nous repartirons sur des meilleures bases en 2022. Entre les deux nous aurons pu constater nos lacunes et demain les étudiants du monde entier choisiront encore plus soigneusement leurs destinations. Contrairement à beaucoup d'autres pays la France a su rester ouverte à tous les étudiants et c'est à son crédit. Quant aux partenariats de recherche chacun aura pu constater lesquels sont les plus solides et prometteurs en temps de crise.

Nous devons être ambitieux alors que j'avais toujours trouvé les universités françaises un peu réservées sur la scène internationale si on considère leur niveau d'excellence et leur puissance. Elles doivent encore apprendre à se vendre et ce n'est pas dans leur nature. Comme on dit souvent, la concurrence n'est pas en France !

NOUVELLES NOMINATIONS A LA CGE

Le conseil d'administration de la CGE s'est réuni le 17 novembre et de nouveaux administrateurs (en attente de confirmation à la prochaine assemblée générale) ont été élus. Delphine Manceau, la directrice générale de Neoma Business School, déjà vice-présidente de la commission Amont, a été élue trésorière (photo)



Les nouveaux administrateurs provisoires de la CGE :

- Delphine Manceau, directrice générale de Neoma Business School en remplacement de Florence Darmon de l'ESTP Paris ;
- Pascal Charpentier, président de l'APLCPGE en remplacement de Jean Bastianelli, ancien proviseur du Lycée Louis-le-Grand ;
- Jérôme Caby, nouveau délégué général de la FNEGE en remplacement de Maurice Thévenet, ancien Délégué général de la FNEGE ;
- Sanaa Nahla, Head of Group academic relations de Engie, en remplacement de Valérie Gaudart, directrice du pôle Culture et Communauté de Engie

Deux nouveaux présidents de commissions ont également été élus :

- Commission Accréditation : Stéphanie Lavigne, directrice générale de TBS Business School ;
- Commission Aval : Nicolas Glady, directeur de Télécom Paris.

▶ Trois nouveaux membres sont entrés à la CGE : Sciences Po Grenoble et ISAT Nevers (collège école) et l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) (collège organisme).

Classes préparatoires EC : une petite baisse des effectifs

L'effectif global de la filière économique et commerciale est de 20 330 élèves, en léger retrait de 0,7% par rapport à l'an dernier (- 0,9% pour les 1^{ère} années et - 0,4% pour les 2^{èmes} années, futurs candidats aux concours 2021). A partir des chiffres transmis par les CPGE, la DAC publie une note sur l'évolution des effectifs en CPGE à la rentrée 2020, pour la filière économique et commerciale et la filière littéraire, la DAC publie des indicateurs qui montrent également que les «carrés» augmentent de 0,6% alors que les

«cubes» baissent globalement de 9,3% et de 33% dans les prépas privées hors contrat.

- ▶ L'effectif de la filière littéraire (uniquement pour les 2^{ème} années) est quant à lui en baisse de 1,6% à la rentrée 2020, avec un total de 5 688 élèves, après trois années de progression.

Récapitulatif général des effectifs des Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles
Filière économique et commerciale
Année 2020-2021 - Effectifs à la rentrée de septembre 2020

OPTION	PUBLIC			S/CONTRAT			PRIVÉ			TOTAL				TOTAL GENERAL
	1 ^{ère} A	2 ^{ème} A 3/2	2 ^{ème} A 5/2	1 ^{ère} A	2 ^{ème} A 3/2	2 ^{ème} A 5/2	1 ^{ère} A	2 ^{ème} A 3/2	2 ^{ème} A 5/2	1 ^{ère} A	2 ^{ème} A 3/2	2 ^{ème} A 5/2	2 ^{ème} A	
SCIENTIFIQUE	3 207	2 797	271	801	664	102	406	447	125	4 414	3 908	498	4 406	8 820
ILE-DE-FRANCE	385	819	96	304	281	20	100	194	104	1 429	1 285	220	1 595	2 934
PROVINCE	1787	1577	166	477	383	82				2 224	1 560	248	2 208	4 432
OUTRE-MER	22	49	2							22	49	2	51	73
ETRANGER	483	361	7				306	253	21	739	614	38	642	1 381
ECONOMIQUE	2 727	2 105	210	1 191	966	107	189	315	85	4 107	3 386	402	3 788	7 895
ILE-DE-FRANCE	876	451	72	421	350	17	159	290	81	1 456	1 303	170	1 471	2 927
PROVINCE	1676	1308	134	770	606	90				2 446	1 934	228	2 130	4 584
OUTRE-MER	116	117	3							116	117	3	120	236
ETRANGER	19	29	1				30	25	4	49	54	5	59	108
TECHNOLOGIQUE	1 709	1 403	18	110	83	8	129	134	13	1 956	1 620	39	1 659	3 615
ILE-DE-FRANCE	267	173	2	56	41	5	0	9	0	323	214	7	221	544
PROVINCE	713	548	15	42	42	3				775	582	18	640	1 375
OUTRE-MER	75	95	0							75	95	0	95	170
ETRANGER	654	585	1				129	134	13	783	729	14	743	1 526
Total général	7 643	6 305	499	2 110	1 713	217	724	896	223	10 477	8 914	939	9 853	20 330

Excelsia célèbre les 15 ans d'Humacité

C'est l'un des points forts d'Excelsia. Les missions Humacité© s'appuient sur la réalisation bénévole d'une mission humanitaire, sociale et citoyenne par les étudiants. Chaque étudiant d'Excelsia peut ainsi s'impliquer dans une mission bénévole d'intérêt général d'une durée de 6 à 12 semaines au service d'une population en grande difficulté en France ou à l'étranger. Et surtout en France cette année puisque, si 67% des missions Humacité© se déroulent normalement à l'international, notamment en Asie (52%) et en Amérique (21%), la crise sanitaire a rebattu les cartes. En 2019-2020, seuls 35% des étudiants ont ainsi pu partir à l'étranger.

- ▶ Excelsia a également développé Climacité© (missions développement durable) et un Observatoire des compétences dédié à ces dispositifs.

L'Edhec se mobilise pour les DYS

Au côté de la Fédération française des DYS, qui soutient les personnes porteuses de troubles cognitifs responsables de difficultés d'apprentissage majeures, l'Edhec a collaboré avec les services du gouvernement pour concevoir sa nouvelle campagne de communication. Une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la Semaine Européenne Emploi Handicap (16-22 novembre 2020) à l'initiative d'étudiants en Master of Science qui ont présenté leur candidature à l'élaboration d'une [vidéo](#) de promotion des personnes atteintes de DYS.

- ▶ Ce teaser, premier d'une série plus large, sera utilisé par le gouvernement français dans le cadre de ses futures campagnes en faveur de l'intégration des personnes souffrant de handicap.

EUROPE : QUELLE MOBILITE ETUDIANTE ?

La France n'est pas un grand pays de destination des étudiants européens. Avec 43 080 étudiants européens accueillis en 2018, elle se classe seulement à la 9^e place des destinations privilégiées par ces derniers alors même que 86% partent en mobilité sur le continent. Seuls 19% des étudiants internationaux en France sont européens, contre 35% au Royaume-Uni, 42% en Allemagne et même 77% aux Pays-Bas. Le recrutement de la France est en effet davantage tourné vers le continent africain et le Moyen-Orient. L'étude [Les grandes tendances de la mobilité étudiante en Europe](#) est parue à l'occasion des Rencontres Campus France (16-18 novembre) qui mettent l'Europe à l'honneur. Ses experts y notent que «la proximité géographique des pays européens et l'homogénéité des systèmes d'enseignement supérieur pourraient accroître la mobilité dans la zone au détriment des mobilités plus lointaines». De même les universités européennes qui se mettent en place actuellement constituent de nouveaux outils d'attractivité pour la France.

- ▶ En 2021, Campus France organisera des manifestations institutionnelles et de recrutement d'étudiants avec plusieurs pays d'Europe : Allemagne, Belgique, Hongrie, Pays-Bas, Ouzbékistan, Pologne, Russie ainsi qu'avec les pays des Balkans et ceux du partenariat oriental.



HEADWAY, ACADEM ET LA FNEGE LANCENT « ENVISION EDUCATION »

Depuis plusieurs mois, toute l'énergie du secteur de l'enseignement supérieur s'est concentrée sur la continuité pédagogique et à la sécurité sanitaire des étudiants et des personnels. Le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche entre aujourd'hui dans une ère de «new normal». Une profonde transformation qui impose d'engager une réflexion stratégique et structurelle capitalisant sur les expériences réalisées.

C'est dans le but d'ouvrir ce débat et cet échange que HEADway Advisory et Academ, avec le soutien de la Fnege (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), proposent aux acteurs de l'enseignement supérieur une première série de [6 webinaires «ENVISION EDUCATION»](#) qui traitent des sujets suivants : international, valorisation de la recherche, digital Learning et expérience étudiante, management de la

Audencia a... 20 ans

En 2000, un nouveau nom pour l'École.

Nous pensons que l'audace est la vertu de l'entrepreneur.
Que l'écoute est au cœur de la vie académique.

Nous croyons qu'un joli nom peut être emblématique et créateur pour prétendre apporter l'éducation et le progrès à des femmes et à des hommes.

Nous avons choisi AUDENCIA, pour Nantes, l'Atlantique, et le monde.
AUDENCIA, conçu à partir d'audientia, ad, f'audico; attention donnée à des paroles et d'audacia, as, f'audens; audace.

Nous vous remercions pour votre écoute.
Nous vous remercions d'accepter notre audace.

Jean-François Moulin
Président d'AUDENCIAAïssa Dermouche
Directeur général d'AUDENCIA

Audencia a 120 ans, mais cela fait 20 ans que l'ESC Nantes est devenue Audencia ! Voici l'annonce de ce changement de nom tel qu'elle avait été faite en 2000 par le président de l'école d'alors, Jean-François Moulin, et surtout son directeur emblématique, Aïssa Dermouche.

A l'époque ce fut la première école de commerce française de premier plan à se lancer dans un changement de nom qui lui faisait à la fois abandonner l'appellation «ESC» et son seul territoire nantais.

La terminaison en «a» devait aussi avoir de beaux jours devant elle. Il y avait déjà Advancia et Negocia à Paris, il y eut ensuite Skema, Neoma, Sigma du côté ingénieurs et enfin Excelia.

En bref...

- La KEDGE Wine & Spirits Academy se recentre sur le terroir viticole bordelais qui a fait sa réputation et devient la **KEDGE Wine School**. A cette occasion, un nouveau site internet est lancé.
- Dataiku, licorne française éditeur d'une plateforme unifiée de Data Science et Machine Learning, s'engage avec l'**ESSEC** dans le cadre du programme de bourses "Women in Data Sciences". Ce programme a pour but d'inspirer et d'encourager des étudiantes à s'orienter vers une carrière scientifique.
- [Décrocher un cursus grande école avec le CPF, c'est désormais possible](#) (Cadremploi)
- **IÉSEG** publie une lettre d'engagement : [lutter contre les violences et discriminations](#)
- [HEC, ESSEC, ESCP : pourquoi leurs frais de scolarité ont explosé](#) (Le Parisien)
- [Sup de Luxe](#) a étoffé son catalogue de formations cette rentrée avec la création un MBA Fashion & Luxury Business labellisé MSc de la Conférence des Grandes Ecoles. 15 étudiants ont rejoint Sup de Luxe à Paris.
- **BSB (Burgundy School of Business)** vient de rejoindre l'**AGERA** (Alliance des Grandes Ecoles Rhône-Alpes), l'association regroupant les 40 meilleures écoles de l'enseignement supérieur en région Auvergne-Rhône-Alpes.
- [Polytechnique, ENS, écoles de commerce : une très lente ouverture sociale](#) (Le Monde)

ENTRETIEN

« L'Estia est fondée sur un positionnement international très fort »

Internationale l'Estia de Bidard l'est par nature : créée sous l'égide de sa CCI avec le concours de plusieurs universités européennes, elle est l'unique école d'ingénieurs française à proposer à la quasi-totalité de ses étudiants d'obtenir un double diplôme avec elles. A proximité de l'Espagne elle a su nouer des relations privilégiées avec le Pays Basque. Son directeur, Patxi Elissalde, nous présente une école à la forte personnalité.



faculté, Executive Education, compétences et acquis.

Chaque session propose un plateau d'invités et 50% du temps sera dédié aux échanges et questions. Les thématiques à venir :

- «Management de la faculté : quelle faculté et quel management de la faculté pour viser plus d'impact, plus de flexibilité et plus de résilience ? » avec [Aude Deville](#) (Université Côte d'Azur et Conseil national des universités) et [Valérie Moatti](#) (ESCP) (1^{er} décembre 2020, 12.00 CEST)
- «Executive Education et formation continue : l'enseignement supérieur sera-t-il contra cyclique face à cette crise inédite d'offre et de demande ? Quels modèles d'offre réfléchir pour se différencier ? Quels marchés viser ? (15 décembre 2020, 12.00 CEST)

▶ Si vous n'avez pas pu suivre nos premiers webinaires ils sont visibles sur YouTube :

- « Vers une mort de la mobilité étudiante internationale ? » : <https://youtu.be/gpiURP05qMo>
- « Recherche: Comment passer de l'idée de valorisation à valorisation effective? » : <https://www.youtube.com/watch?v=3tNVaoveJfE>
- « Compétences et acquis: Comment aligner les attentes de France Compétences et le pilotage des programmes ? » : <https://www.youtube.com/watch?v=tC4cGyEAa2A&feature=embtitle>
- «Digital Learning et expérience étudiante » : <https://www.youtube.com/watch?v=wXVTrWANffA&feature=emblogo>

▶ ACADEM est une solution dédiée aux établissements d'enseignement Supérieur pour accompagner les processus de gestion de la qualité et d'accréditations. Cette solution permet de collecter et de qualifier les données des enseignants-chercheurs et de générer des rapports standards pour les accréditations (AACSB, EQUIS, AMBA ...) ainsi que d'autres rapports statistiques.

TERMINALES GÉNÉRALES : DES EFFECTIFS EN BAISSÉ

À la rentrée 2020, les établissements publics et privés du second degré accueillent 5,686 millions d'élèves, soit 9 400 de plus qu'en 2019 (+ 0,2%) selon une [note de la DEPP](#). Les effectifs sont en hausse dans les collèges (+ 16 000 élèves), et dans les formations professionnelles en lycée (+ 1 400 élèves). Le nombre d'élèves décroît en revanche dans les formations générales et technologiques en lycée (- 8 000) suite à la chute des redoublements en terminale, liée aux taux de réussite très élevés au baccalauréat 2020. Dans les terminales générales cette année il n'y a ainsi plus que 405 000 élèves contre près de 427 000 en 2019. Un petit trou d'air à l'entrée dans l'enseignement supérieur à prévoir donc. Surtout si le bac est plus sélectif cette année.

Olivier Rollot : Quand vous rencontrez un futur étudiant que lui dites-vous pour le convaincre de postuler à l'Estia ?

Patxi Elissalde : D'abord que l'Estia délivre des formations qui correspondent aux besoins de la société, des professionnels et des industriels. Ensuite que l'Estia est une école d'ingénieurs pluridisciplinaire qui forme des étudiants qui y acquièrent une vision systémique. Une école généraliste qui permet aux élèves issus de classes préparatoires d'y affiner leur projet et d'intégrer ensuite un grand groupe, une ETI comme une PME, dans l'aéronautique comme dans beaucoup d'autres domaines. J'ajoute que le projet de l'Estia est fondée sur un positionnement international très fort avec la possibilité pour tous les étudiants d'avoir accès à une double diplomation dans des universités partenaires.

O. R. : L'Estia est donc très proche des entreprises ?

P. E. : L'ancrage dans le monde économique est très marqué à l'Estia, que ce soit avec également un accompagnement des entrepreneurs et la sensibilisation de tous les étudiants avec notre incubateur ou avec de nombreux travaux pédagogiques fondés sur les contrats collaboratifs dans l'industrie. Nous possédons également des équipements de pointe dans la recherche appliquée, que ce soit dans les matériaux composites, la robotique, les systèmes embarqués ou encore le smart grid (réseaux d'énergie intelligents). Tout un écosystème au sein d'une métropole très active qui crée une ambiance collaborative entre les étudiants et les entreprises.

O. R. : Quels types d'élèves recrutez-vous ?

P. E. : Dans le cursus ingénieurs les deux tiers viennent de l'ensemble des classes préparatoires scientifiques par le biais des concours e3a – banque PT et un tiers sont admis sur titre, le plus souvent après un DUT ou une licence. Nous proposons également une classe préparatoire intégrée CPBx avec Bordeaux INP. En tout nous recrutons jusqu'à 260 étudiants en France chaque année plus des étudiants internationaux. En bachelor nous recrutons aussi bien des élèves titulaires d'un bac S que d'un bac STI2D.

O. R. : Le bachelor de l'Estia mène-t-il directement à l'emploi ou plutôt à une poursuite d'études ?

P. E. : Nous avons demandé l'accréditation au grade de licence. Quand ce sera le cas, ce sera sûrement plus facile pour ses titulaires d'envisager une insertion professionnelle directement après leur diplôme. Aujourd'hui, ce n'est pas sa vocation première alors que ce bachelor a bien été créé pour former des assistants d'ingénieur.

O. R. : Vous évoquez les très nombreux doubles diplômes que propose l'Estia. Comment cela fonctionne-t-il ?

P. E. : Nous avons développé de nombreux accords en France – avec l'université de Côté d'Azur, l'université de Paris Descartes ou encore l'IAE Pau-Bayonne – mais encore plus à l'international puisque 84% de nos étudiants y obtiennent leur double diplôme. Avec un système original qui leur permet de ne pas passer une année de plus en cours puisqu'ils enchaînent les enseignements de leur dernière année avec douze semaines de cours et finissent donc en octobre.

O. R. : On revient là aux origines mêmes du projet de l'Estia.

P. E. : L'Estia est née d'une collaboration entre les universités de Bordeaux, du Pays-Basque à Bilbao et de Cranfield en Angleterre. En 1996 nous avons créé le diplôme d'ingénieur Estia en proposant des enseignements propres et d'autres issus des trois universités partenaires. Aujourd'hui nous signons de nombreux contrats avec des entreprises du pays Basque dont nous bénéficions du bassin d'emploi et d'une double culture franco-espagnole.

O. R. : Pourquoi développez-vous tout particulièrement l'entrepreneuriat chez vos étudiants ?

P. E. : Sensibiliser les jeunes au développement territorial a un vrai impact en matière de développement. Beaucoup de jeunes entreprises ont été créées ici grâce à la mise à disposition d'infrastructures et d'un accompagnement. Deux tiers des entreprises qui sont présentes aujourd'hui autour de l'Estia le sont grâce à une collaboration avec l'école, même si ce ne sont pas forcément des alumni qui les ont créées.

O. R. : Un tout autre sujet : économiquement comment se porte l'Estia ?

P. E. : Nous sommes aujourd'hui l'une des six écoles d'ingénieur consulaires (dépendant d'une chambre de commerce et d'industrie) qui existent encore en France. Depuis 2017 nous sommes un EESC (établissement d'enseignement supérieur consulaire) dont les actionnaires sont essentiellement des CCI. C'est pour nous un apport financier non négligeable pour consolider notre ancrage régional. D'autres actionnaires seraient les bienvenues mais ils doivent avoir conscience qu'ils ne seront pas rétribués par des dividendes, puisque le statut EESC l'interdit et que nous sommes à but non lucratif.

O. R. : Quels développements imaginez-vous pour l'avenir ?

P. E. : Nous recevons aujourd'hui 900 étudiants et comptons passer à 1000 dès 2021 pour un budget de 15 millions d'euros. Nous disposons pour cela d'un nouveau bâtiment. Notre expansion passera plutôt par le développement du bachelor, la création d'un nouveau bachelor en design en ingénierie, une classe préparatoire intégrée et de nouveaux masters et masters spécialisés comme celui que nous venons de créer en Procédés du futur et robotisation avec Sigma Clermont.

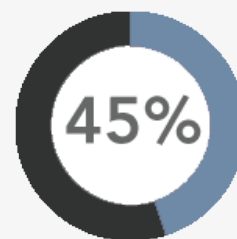
TROP PEU DE PSYCHOLOGUES DANS LES UNIVERSITES

En France, on compte un psychologue universitaire pour près de 30 000 étudiants quand au Canada c'est un pour 3 000 étudiants. D'autant plus en cette période de confinement les services sont saturés dénonce l'association Nightline France dans un rapport.

► [Nightline France](#) est une association fondée par des étudiants ayant pour mission de «libérer la parole autour des sujets de santé mentale et de mettre en lumière la réalité de la vie étudiante ».



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE



51% des entreprises se déclarent confiantes à poursuivre leur activité RH, tandis que 45% des étudiants estiment se sentir confiants dans la situation actuelle. JobTeaser publie une enquête sur la situation du marché du travail pour les étudiants et les jeunes diplômés en France et dans 26 pays. Si environ un tiers des étudiants et jeunes diplômés ont vu leurs offres annulées ou décalées (jusqu'à 40% pour les jeunes diplômés), ils sont une majorité à rester plutôt optimistes. Cette confiance se manifeste particulièrement au sein des étudiants d'école d'ingénieurs (53%), mais s'érode pour les étudiants en formation professionnelle (41%), d'écoles de commerce (39%), d'université (38%). Dans le reste de l'Europe, la confiance décline à 36%, sauf pour l'Allemagne (51%).

Côté RH, la confiance revient malgré des budgets souvent gelés ou incertains : 2 RH sur 3 déclarent s'être adaptés facilement et se déclarent confiants, contre 41% en avril. Près de 90% ont continué en partie au moins de recruter des jeunes talents, contre 76% en avril. Plus de la moitié d'entre eux se sentent optimistes quant aux recrutements futurs. Mais 66% ont indiqué aux candidats ne pas avoir d'offres pour le moment...

Autre indication : 60% des entreprises interrogées estiment que les attentes des candidats ont évolué. La qualité de vie au travail prend une place centrale, avant la question du salaire : l'environnement de travail et l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée sont les deux attentes les plus importantes selon les étudiants et les jeunes diplômés.

Un double diplôme pour l'EBI et l'EM Normandie

L'Ecole de Biologie Industrielle (EBI) et l'EM Normandie ont signé un accord de partenariat qui permettra aux étudiants ingénieurs suivant la filière marketing et management de l'EBI d'obtenir le diplôme du Programme Grande Ecole EM Normandie dispensé en e-learning. Pour permettre un apprentissage efficace, l'EM Normandie met à la disposition des étudiants ingénieurs une plateforme digitale accessible 24h/24 avec un accès personnalisé à un accompagnement pédagogique et à des cours en vidéos conçus par son studio expert Ingenium Digital Learning. « *Nous sommes heureux de ce premier double diplôme avec une école de management. Le croisement des*

approches de nos deux établissements répond aux besoins des entreprises, qui confient souvent des projets ambitieux à nos jeunes diplômés et exigent de leur part des propositions en matière de développement durable ainsi qu'une capacité précoce d'analyse stratégique », se félicite Florence Dufour, la directrice générale de l'EBI.

- ▶ Ce programme est ouvert aux étudiants de l'EBI issus de la troisième année du cycle ingénieur sous statut étudiant ou contrat de professionnalisation, ayant validé 180 crédits ECTS ainsi qu'à ceux inscrits en deuxième année ingénieur sous statut d'étudiant en 2020-2021.

L'ISAE-SUPAERO soutient les lycées

Dans le cadre de sa mission d'égalité des chances dans l'accès à l'éducation et dans un souci de contribution à la continuité pédagogique, l'ISAE-SUPAERO a développé des mesures d'accompagnement auprès de ses 25 établissements partenaires de l'Académie de Toulouse. L'une de ces initiatives consiste en la mise en place d'un tutorat à distance, qui mobilise une cinquantaine d'étudiants, doctorants, personnels et alumni de l'ISAE-SUPAERO pour soutenir les lycéens de 2nde, 1ère et Terminale Générale et Technologique à dominante scientifiques de l'Académie de Toulouse. Chaque jeune bénéficie

de l'accompagnement méthodologique et disciplinaire par visioconférence d'un tuteur volontaire, en séances individuelles ou par petits groupes, tous les jeudis pendant une durée moyenne de 2 heures.

- ▶ Les élèves bénéficiant de ce dispositif sont identifiés par les enseignants sur critères sociaux ou selon des difficultés apparentes. La priorité est donnée aux élèves issus de territoires ruraux et de quartiers politiques de la Ville.

En bref...

- **L'ESTACA** ouvre une nouvelle spécialisation dans les drones aux étudiants de 5^{ème} année de la filière aéronautique, orientée usage et sécurité.
- [Décrocher un cursus grande école avec le CPF, c'est désormais possible](#) (Cadremploi)
- **ParisTech** et le China Scholarship Council (CSC) ont renouvelé pour cinq ans leur accord portant sur le financement de bourses en cycle ingénieur.
- [Être ingénieur et écologiste est une nécessité: dans les grandes écoles, une nouvelle génération de jeunes engagés](#) (Le Monde)
- **L'École polytechnique** et Sanofi lancent un programme de mécénat sur les données en santé. L'objectif est de développer des

outils de modélisation et d'apprentissage statistique pour améliorer le parcours des patients dans le système de santé.

- Huawei France a conclu un partenariat avec l'Ecole Supérieure de Génie Informatique (**ESGI**) visant à proposer des modules de formation aux professeurs de l'ESGI, avec à la clé une certification Huawei pour les enseignants comme pour les élèves.
- L'EPF organise sa 1^{ère} conférence internationale virtuelle les 28 et 29 janvier 2021 sur le thème «Human Comfort in Buildings ». Elle accueillera plusieurs experts français et internationaux.
- [Polytechnique, ENS, écoles de commerce : une très lente ouverture sociale](#) (Le Monde)

- ▶ L'enquête a été menée auprès de 10 852 jeunes de 18 à 27 ans entre le 14 et le 28 septembre 2020 en France et dans 26 pays, et de 243 entreprises entre le 8 et le 25 septembre 2020. Elle a été complétée par un sondage post-confinement réalisé par Kantar sur un panel de 500 étudiants et 200 entreprises.

5 MILLIONS pour les associations

Noté dans le quatrième Projet de loi de finances rectificative, le budget du Fonds pour le Développement de la Vie Associative (FDVA) est augmenté de 5 millions d'euros, qui s'ajoutent aux 25 millions, déjà présents dans la loi de finances, et aux 15 millions issus des comptes bancaires inactifs.

L'INTERNATIONAL EN BREF

Chaque semaine nous scrutons pour vous l'actualité internationale dans les principaux médias consacrés à l'enseignement supérieur : Times Higher Education, The Chronicle of Higher Education, Education Dive, University World News... Notre synthèse de la semaine en commençant par les analyses de la presse américaine sur l'enseignement supérieur à l'heure Biden et alors que beaucoup s'interrogent : «Is College Worth the Cost? » :

- [After Trump, can universities help rebuild the American dream?](#) s'interroge le Times Higher Education
- [Nirvana's not coming – IHE implications of the US election](#) (University World News)
- [Is College Worth the Cost?](#) (US News)
- [Is This the End of College as We Know It?](#) (Wall Street Journal)
- [The Big Question: Is a College Degree Still Worth It?](#) (Bloomberg)



Royaume-Uni

[Covid : Cambridge ou la révolution de l'enseignement en ligne](#) (Les Echos)

[Firms shift towards wanting 'work-ready' graduates](#) (Times Higher Education)

Inde

[Partial reopening of campuses after months of lockdown](#) (University World News)

LPPR : la question du CNU divise

Le « projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et l'enseignement supérieur » est discuté puis voté à l'Assemblée nationale le 17 novembre et ce 20 novembre au Sénat après l'accord trouvé entre députés et sénateurs la semaine dernière. Les réactions sont nombreuses. Notamment sur la mise à l'écart du CNU (Conseil national des universités)...

La CPU réagit. Alors qu'elle soutenait de longue date l'idée d'une loi de programmation pour la recherche, la Conférence des présidents d'université «*déplore*» dans un communiqué que la programmation reste fixée à 10 ans. D'autant que le choix retenu de concentrer l'essentiel de l'augmentation du budget de la Recherche sur l'Agence nationale de la recherche (ANR) et ses appels à projet, aux effets étalés dans le temps, risque de «*minimiser la perception des effets de la loi*».

Les satisfaits des présidents se concentrent sur la partie recrutement du texte. Le texte comporte selon la CPU de «*réelles avancées en faveur de l'attractivité des métiers et de l'amélioration des carrières*» alors que la baisse du taux des chaires de professeurs juniors ramené à 15% du corps concerné dans les universités était une «*mesure portée par la CPU, pour s'assurer que les postes tenure-track ne constituent pas une voie de recrutement tendant à se substituer aux autres*».

«**Amendement CNU**» : la polémique. C'est le choix de supprimer le processus de qualification auprès du Conseil national des universités qui est aujourd'hui le principal point d'achoppement de la LPPR. Si le principe en est porté par la CPU de longue date en ce qu'il «*renforce la valeur intrinsèque du diplôme national de doctorat et de l'habilitation à diriger des recherches, et va dans le sens d'une plus grande autonomie des établissements*», la CPU note en effet que «*l'arrivée pour le moins tardive de ce sujet dans les débats peut légitimement surprendre*».

La CPU «*déplore*» donc que le sujet n'ait pas fait «*l'objet d'un débat franc et ouvert au sein de la communauté, et avec l'ensemble de ses représentants, préliminaire à toute initiative législative*». La CPU demande donc qu'un «*débat approfondi puisse avoir lieu au sein de la communauté, afin d'éclairer la concertation prévue par la loi, avant la publication du décret*».

Plus élitiste l'association d'universités de recherche Udice salue «*la possibilité, pour les*

universités qui en décideront avec l'accord de leur conseil d'administration, de recruter sur leurs emplois d'enseignants-chercheurs des candidats sans passer par la qualification via le conseil national des universités (CNU) est une reconnaissance bienvenue de la capacité de l'université française à conduire une politique de recrutement exigeante et transparente». Et d'insister : «*L'obligation de la qualification pour postuler un emploi de maître de conférence ou de professeur, envoie un message de défiance vis-à-vis du diplôme national de doctorat et celui de l'habilitation à diriger les recherches dont nous promovons la valeur et la pertinence pour l'emploi scientifique comme pour le recrutement par les entreprises ou la haute fonction publique*».

Du côté des opposants farouches Arnaud Martinon, professeur de droit privé et président de la Section 01 (Droit privé et sciences criminelles) du CNU, considère sur [Daloz Actualité](#) qu'il «*est inimaginable qu'un texte d'une telle portée pour la qualité des recrutements, celle des enseignements et, par voie de conséquence, celle des formations de nos étudiants ait été confectionné en catimini par un jeune sénateur, "discuté" à la hâte par le Sénat et finalement entériné en CMP par la volonté de seulement dix parlementaires*». Selon lui le texte «*met en danger l'Université*» car «*il est essentiel qu'une instance, appelée à se prononcer sur les qualités scientifiques d'une candidature, soit placée à distance des considérations locales, qu'elles soient politiques ou personnelles*». C'est là tout le danger de la mise à l'écart du CNU : que des pouvoirs politiques locaux s'arrogent un pouvoir sur des nominations jusqu'ici préservées du localisme.

► Un article de la LPPR prévoit la création d'un «*délit sur les atteintes au bon fonctionnement des établissements par des personnes extérieures*». La CPU en conteste l'utilité en considérant que «*la rédaction de l'article, surprenante, peut s'avérer dangereuse et exige, au minimum, des clarifications*». De plus la CPU «*s'oppose fermement à tout ce qui pourrait constituer une remise en cause même implicite des franchises universitaires*».

► Lire aussi la tribune «[Il faut défendre le Conseil national des universités](#)» (JDD), [Loi recherche : Frédérique Vidal répond aux critiques](#) (JDD)

Pakistan

[Pakistan: "l'université du jihad" fière de ses diplômés talibans](#) (Le Point)

Etats-Unis

[The lowest-paid workers in higher education are suffering the highest job losses](#) (Washington Post)

[Liberal arts colleges must rediscover their purpose: to improve the world](#) (Times Higher Education)

[Ed Dept: Colleges that don't report foreign gifts could lose federal aid](#) (Education Dive)

[Duke Study Highlights Importance of Asymptomatic Testing](#) (Education Dive)

Australie

[Essay mills quit Australia as UK falls behind but Covid a threat](#) (Times Higher Education)

Belgique

[En Belgique, le folklore étudiant en suspens](#) (Le Monde)

Canada

[Hausse préoccupante du plagiat](#) (Le Journal de Montréal)

AGENDA

15 janvier 2021 : Le colloque «[Pour une recherche et une innovation responsables](#)» est organisé par un collectif associant la CPU, la CGE, le CNRS, l'ADEME, le CIRAD, l'UGA, l'Ifremer, l'INRAE, l'INSA et TBS, et associant des représentants d'universités, grandes écoles et organismes nationaux de recherche, le colloque au Museum d'Histoire Naturelle, à distance ou en format hybride. Il a notamment pour mission de présenter les résultats de travaux menés depuis 2018 pour promouvoir et qualifier une Recherche et une Innovation Responsables – (R&I)R.



4 février : La sixième édition de Think Éducation & Recherche organisé par NewsTank se tient à l'Institut catholique de Paris.

Le CELSA transforme son concours d'entrée en troisième année

Le CELSA Sorbonne Université entend aujourd'hui proposer à ses futurs étudiants de tenter leur chance « différemment » en supprimant son épreuve sur table. « *Le CELSA est une école d'excellence avec une mission de service public. Nos frais de scolarité sont ceux de l'université, c'est un fait exceptionnel pour une grande école. C'est cette dimension que nous voulons affirmer avec la réforme de notre concours. Toute candidature peut trouver sa place chez nous. Nous cherchons des personnalités, pas des profils* », explique Karine Berthelot-Guiet, la directrice. À partir de 2021, les candidatures en troisième année de licence reposent donc exclusivement sur la présentation d'un dossier d'admissibilité et sur un oral d'admission.

En bref...

- **Sciences Po** et King's College London renforcent leurs liens avec la création d'un double diplôme de master en histoire globale et internationale.
- **L'université de Poitiers** vient de se voir décerner par l'Agence Erasmus+ le label « Bonne pratique », pour la qualité des projets menés dans le cadre d'Eramsus+.
- **Samuel Paty, 1 mois après : et après ?** s'interroge François Germinet, le président de CY Université (LinkedIn)
- Le cabinet d'avocats d'affaires **Allen & Overy**, en partenariat avec les directions juridiques de grands groupes français et internationaux, parmi lesquels Total, BNP Paribas et Chanel, lance le programme « Légal à Égal », qui a pour but de proposer durant l'année 2021 un parcours de stage clé en main à des étudiants en droit en situation de handicap. L'École de Formation professionnelle des Barreaux est également partenaire du programme.
- **Idéologie et université : déni ou droit à la recherche ?** (France Culture)
- **Scandale du Centre du don des corps : l'ex-président de Paris-Descartes entendu en garde à vue** (Le Figaro)
- Le cabinet d'avocats **Linklaters** lance son premier **Linkathon**, initiative offrant l'opportunité aux étudiants en droit en France, Belgique, Italie, Espagne, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal et Suède, d'imaginer le cabinet d'avocats du futur, en collaboration avec des avocats de Linklaters.
- **Violences sexistes : à l'université, pas de sanction mais beaucoup de confusion** (Mediapart)
- **Crise à l'université de Saint-Etienne : le rectorat en appelle à la responsabilité du Conseil d'administration** (France Info)

REPERES

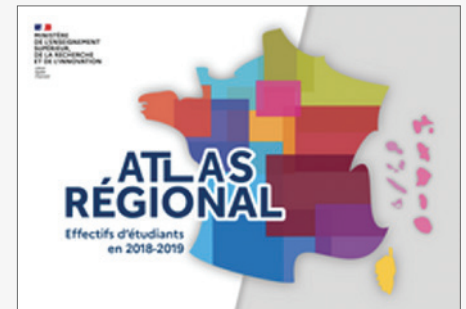
Spécialités du bac : en 2020 les élèves ont choisi...

À la rentrée 2020 ce sont 41% des 376 000 élèves de terminale générale qui ont choisi de conserver la spécialité mathématiques, un tiers la physique-chimie ou les sciences économiques et sociales (SES) et 27% les sciences de la vie et de la Terre (SVT) ou l'histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques selon la note de la DEPP [À la rentrée 2020, les élèves de terminale précisent leur choix de parcours](#). La doublette la plus fréquemment choisie est « mathématiques, physique-chimie », par 20% des élèves.

Enseignement de spécialité	Nombre d'élèves ayant choisi l'enseignement	% d'élèves ayant choisi l'enseignement	Sexe		Secteur		Public / Privé			
			Filles	Garçons	% de filles	% de garçons	Public	Privé	% public	% privé
Mathématiques	154 444	41,09	64 674	89 770	41,9	58,1	115 487	38 957	74,8	25,2
Physique-chimie	126 671	33,70	60 146	66 525	47,5	52,5	93 021	33 650	73,4	26,6
Sciences économiques et sociales	123 583	32,88	75 427	48 156	51,0	39,0	94 973	28 610	76,8	23,2
Sciences de la vie et de la Terre	101 022	26,88	63 862	37 160	63,2	36,8	79 680	21 342	78,9	21,1
Hist.-gé. géopolitique et sciences politiques	99 615	26,51	62 121	37 494	62,4	37,6	76 525	23 090	76,8	23,2
Langues, littérature et cultures étrangères et régionales	68 329	18,18	49 492	18 837	72,4	27,6	55 152	13 177	80,7	19,3
Humanités, littérature et philosophie	35 077	9,33	28 007	7 070	79,8	20,2	28 101	6 976	80,1	19,9
Numérique et sciences informatiques (NSI)	13 907	3,70	1 818	12 089	13,1	86,9	11 309	2 598	81,3	18,7
Arts plastiques	9 679	2,58	7 446	2 233	76,9	23,1	8 122	1 557	83,9	16,1
Sciences de l'ingénieur et sc physiques	7 604	2,02	1 014	6 590	13,3	86,7	6 676	928	87,8	12,2
Cinéma-audiovisuel	3 446	0,92	1 986	1 460	57,6	42,4	3 018	428	87,6	12,4
Théâtre	2 149	0,57	1 598	551	74,4	25,6	1 964	185	91,4	8,6
Histoire des arts	1 884	0,50	1 489	395	79,0	21,0	1 818	66	96,5	3,5
Musique	1 428	0,38	891	537	62,4	37,6	1 382	46	96,8	3,2
Littérature et LCA latin	409	0,11	312	97	76,3	23,7	320	89	78,2	21,8
Danse	396	0,11	344	52	86,9	13,1	387	9	97,7	2,3
Littérature et LCA grec	119	0,03	102	17	85,7	14,3	87	32	73,1	26,9
Arts du cirque	85	0,02	60	25	70,6	29,4	85	0	100,0	0,0
Biologie écologie	16	0,00	9	7	56,3	43,8	10	6	62,5	37,5
Ensemble	375 826		210 882	164 944	56,1	43,9	289 245	86 581	77,0	23,0

RESSOURCES (TOUJOURS) UTILES

Ce sont des données qu'on n'a jamais sous la main quand on les cherche mais qui sont terriblement utiles. En voici une sélection avec d'abord la publication de [L'Atlas régional 2018-2019](#) de l'enseignement supérieur français.



- [Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche](#)

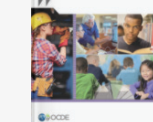
- [L'Europe de l'éducation en chiffres 2018](#)



- le [Code de l'éducation](#) ;
- [L'état de l'enseignement supérieur et de la recherche en France](#) :



- [Regards sur l'éducation de l'OCDE](#) ;



- l'enquête [Conditions de vie des étudiants](#) de l'Observatoire de la vie étudiante ;

- l'enquête Céreq Génération [Quand l'école est finie](#) permet une mesure régulière de l'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur leurs trois premières années de vie active ;

- Les grands palmarès internationaux : [ARWU](#) (classement de Shanghai), [Times Higher Education](#), [QS Top Universities](#), [US News Best Global Universities](#) ;

- les palmarès des business schools : [l'Etudiant](#), [Le Figaro](#), [Le Point](#), [Le Parisien](#), [Challenges \(2020\)](#), [Challenges \(2018\)](#), [Financial Times](#) ;

- [Les diplômés d'écoles de commerce jugent leurs écoles](#) (EducPros 2018)

- les palmarès des bachelors : [Challenges \(2020\)](#), [l'Etudiant \(bachelors en 3 ans\)](#), [Le Parisien](#), [Le Point \(bachelors en 4 ans\)](#)

Enseignement de spécialité	Nombre d'élèves ayant choisi l'enseignement en 2019	Nombre d'élèves ayant conservé l'enseignement en 2020	Différence 2019-2020
Mathématiques	68,7	41,1	-27,6
Physique-chimie	39,2	33,2	-5,5
Sciences économiques et sociales	46,7	32,9	-13,8
Sciences de la vie et de la Terre	42,0	26,3	-15,0
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques	34,9	26,5	-8,4
Langues, littérature et cultures étrangères et Humanités, littérature et philosophie	28,4	18,2	-10,2
Numerique et sciences informatiques (NSI)	18,1	9,3	-8,8
Arts plastiques	8,1	3,7	-4,4
Sciences de l'ingénieur et sciences physiques	5,8	2,6	-3,2
Cinéma-audiovisuel	3,1	2,0	-1,1
Théâtre	1,1	0,9	-0,2
Musique	0,7	0,6	-0,1
Histoire des arts	0,7	0,5	-0,2
Littérature et LCA latin	0,5	0,4	-0,1
Danse	0,3	0,1	-0,2
Littérature et LCA grec	0,1	0,1	0,0
Arts du cirque	0,0	0,0	0,0
Biologie-écologie	0,0	0,0	0,0

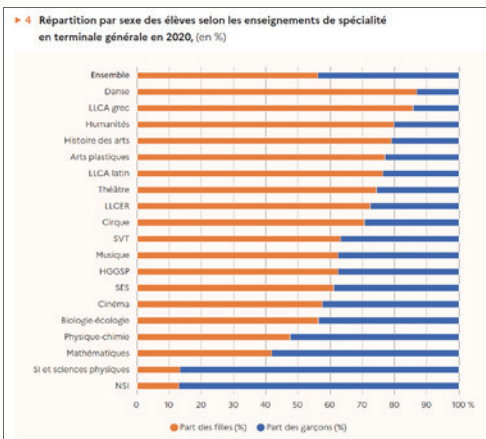
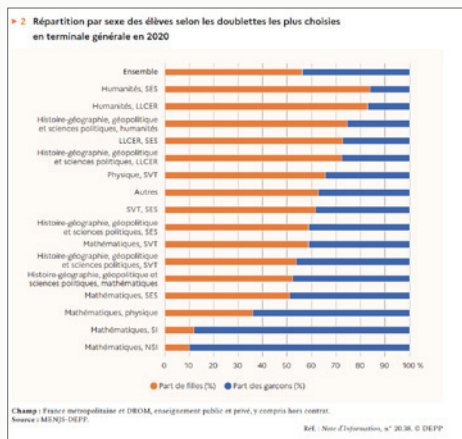
gement abandonnée au profit de la physique-chimie beaucoup plus essentielle pour intégrer les écoles d'ingénieurs. C'est aussi le cas des sciences économiques et sociales dont le succès en avait surpris plus d'uns et qui se révèle une spécialité assez largement abandonnée à l'heure du choix des «doublettes» de terminale.

Doublettes	Nombre d'élèves	Part des élèves (%)
Mathématiques, physique-chimie	73 449	19,5
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, SES	54 798	14,5
Physique-chimie, SVT	48 339	12,3
Mathématiques, SVT	27 163	7,2
Mathématiques, SES	24 677	6,6
Langues, littératures et cultures étrangères et régionales, SES	22 003	5,9
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, langues, littératures et cultures étrangères et régionales	17 745	4,7
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, humanités, littérature et philosophie	11 523	3,1
SVT, SES	11 265	3,0
Humanités littérature et philosophie, langues-littérature	9 772	2,6
Mathématiques numériques, sciences informatiques	9 328	2,5
Humanités littérature et philosophie, SES	6 301	1,7
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, mathématiques	6 156	1,6
Mathématiques, sciences de l'ingénieur	5 957	1,6
Histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques, SVT	5 151	1,4
Autres	42 209	11,2
Ensemble	375 826	100,0

La proportion de filles et de garçons dans les doublettes de terminale prolonge celle des choix de spécialités en première. Ainsi, près de neuf élèves ayant choisi «mathématiques et SI» ou «mathématiques et NSI» sur dix sont des garçons. La doublette «mathématiques et physique» demeure cependant largement masculine (64%). À l'inverse, parmi les élèves ayant choisi «humanités et LLCER» et «humanités et SES» plus de huit sur dix sont des filles. Elles sont aussi surreprésentées dans les doublettes «LLCER et SES», «HGGSP et LLCER» et enfin «HGGSP et humanités».

Certains élèves ont fait des choix qui ne correspondent à aucune des séries du baccalauréat avant réforme : par exemple environ 11 000 élèves ont choisi d'étudier les SES et les SVT ou 5 000 autres ont choisi l'histoire-géographie et les SVT.

Une orientation toujours très sexuée. Seulement 13% des élèves suivant la spécialité numérique et sciences informatiques (NSI) ou la spécialité sciences de l'ingénieur (SI) sont des filles alors que ces dernières représentent 56% des élèves de terminale générale. Des filles qui sont aussi, mais dans une moindre mesure, sous représentées en mathématiques (42% de filles) et en physique-chimie (48%). Inversement, les garçons sont sous-représentés en grec (14% de garçons), «humanités, littérature et philosophie» (20%), latin (24%) et LLCER (28%). Ils sont aussi globalement sous-représentés dans l'ensemble des sept enseignements artistiques: 28% de garçons contre 72% de filles.



Des choix marqués par les CSP. À la rentrée 2020, si 39% des élèves de terminale générale sont d'origine très favorisée, ils sont surreprésentés dans les deux spécialités les plus choisies, mathématiques et physique-chimie, où la part d'élèves d'origine très favorisée est respectivement de 46% et 45%, pour 17% et 18% d'élèves d'origine défavorisée (pour 21% d'élèves d'origine défavorisée pour l'ensemble des terminales générales). La part des élèves d'origine très favorisée dans la doublette la plus choisie, «mathématiques et physique-chimie» grimpe à 52%, pour 14% défavorisés.

Si la répartition des élèves par origine sociale n'est pas très différente de la moyenne pour l'enseignement HGGSP, la doublette «HGGSP et mathématiques» a, en revanche, un profil bien particulier : 55% des élèves y sont d'origine très favorisée et 14% d'origine défavorisée.

Les élèves abandonnent surtout les mathématiques. Des chiffres qui permettent également de calculer le taux d'abandon des spécialités d'une année à l'autre. Comme on le savait déjà c'est la spécialité mathématiques qui connaît le plus fort taux d'abandon puisqu'on passe de 68,7% à 41,1% de choix. Des abandons sans doute largement compensés par le choix de l'option «mathématiques complémentaires» destiné prioritairement aux élèves qui ont suivi l'enseignement de spécialité de mathématiques en classe de première et ne souhaitent pas poursuivre cet enseignement en classe terminale. Comme beaucoup le prédisaient la spécialité SVT est également lar-

Des «doublettes» surtout scientifiques. Si les quinze premières doublettes de terminale regroupent près de 90% des élèves de terminale générale à la rentrée 2020, les cinq premières regroupent six élèves sur dix. Trois d'entre elles, qui regroupent 40% des élèves, sont des doublettes «scientifiques» : 20% des élèves ont ainsi choisi «mathématiques et physique-chimie», 13% «physique-chimie et SVT», et 7% «mathématiques et SVT». Le choix de suivre «histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques (HGGSP) et SES» a été fait par près de 15% des élèves de terminale et «mathématiques et SES» (spéciale «écoles de management» ?) par 7%.

- les palmarès des écoles d'ingénieurs : [L'Usine nouvelle \(2019\)](#), [L'Usine nouvelle \(2018\)](#), [L'Usine nouvelle \(2017\)](#), [l'Etudiant](#).
- les sites des concours des écoles de management: <http://www.concours-bce.com>, <http://www.ericome.org>, <https://www.passerelle-esc.com>, <https://bachelor.passerelle-esc.com/>, <http://www.concours-acces.com>, <http://www.concours-sesame.net>, <https://www.concours-pass.com>

15 BLOGS A SUIVRE

- [L'Essentiel du Sup](#)
- [Cracking the management code](#), Isabelle Barth
- [Le blog de Stéphan Bourcier](#)
- [Le blog de Jean-François Fiorina](#)
- [Le Sup en maintenance](#), Yann Bisiou
- [Universités 2024](#), Jean-Michel Catin
- [Docs en stock : dans les coulisses de la démocratie universitaire](#), Julien Gossa
- [Doctrix : un autre regard sur le doctorat](#), Sébastien Poulain
- [Focus Campus](#)
- [Le blog de Bernard Desclaux](#)
- [Le blog de Claude Lelièvre](#)
- [Le blog de Jean-Claude Dupas](#)
- [L'Université, les STAPS, l'Education Physique et Sportive](#), Didier Delignières

30 COMPTES TWITTER A SUIVRE

- AEF (supérieur et recherche) [@AEFsuprecherche](#)
- APHEC [@APHECTwit](#)
- Jean-François Balaudé [@JFBalaude](#)
- Café pédagogique [@cafepedagogique](#)
- Campus France [@CampusFrance](#)
- CDEFI [@Cdefi](#)
- Centre Info [@centreinfo](#)
- Conférence des grandes écoles [@ConferenceDesGE](#)
- CPU [@CPUuniversite](#)
- EducPros [@Educpros](#)
- Erasmus+ Educ & Formation [@ErasmusplusFR](#)
- Jacques Fayolle [@jacquesfayolle](#)
- FNEGE [@ActuFNEGE](#)
- Jean-François Fiorina [@JFFiorina](#)
- François Germinet [@UCPGerminet](#)
- L'Etudiant [@letudiant](#)
- Le Figaro Étudiant [@FigaroEtudiant](#)
- Le Monde Campus [@lemondecampus](#)
- Le Parisien Etudiant [@Petudiant](#)
- Les Echos Start [@EchosStart](#)

